to cram as many titles as possible into the genre, and which serve to reveal how noir elements can inhere in all kinds of movies that are not film noir. The present volume lists *The Manchurian Candidate*, *Death of a Salesman*, *A Place in the Sun*, and *Invasion of the Body Snatchers* as noir films, and this is just silly, because by whatever definition is used to include *those* films, there is hardly a dramatic film in history that *isn't* film noir.

One delightful note: the foreword is provided by the irrepressible Guy Maddin, a filmmaker of indescribably strange and beguiling movies, who certainly does know and love the subject (he once described a film noir as “a guy, a girl, and some quicksand.”) He gives a typical whirling, poetically subjective evocation of the form here, and it's lovely.

WILLIAM BEARD
University of Alberta

Hervé Gaymard, (dir.). *Pour le livre. Rapport sur l'économie du livre et son avenir*. Paris, La Documentation française/ Gallimard, 2009. 217 p.; 10 € ISBN 978-2-07-012657-6

Ce livre est une version remaniée à l'intention du grand public du rapport remis en mars 2009 par Hervé Gaymard, ancien ministre et député de la Savoie, à la ministre de la Culture de la République française, qui lui avait demandé d'évaluer les effets de la loi Lang d'août 1981 sur le prix unique du livre. Cette mission d'évaluation de cette loi a donné lieu à une consultation auprès d'une centaine de professionnels de l'édition, de la librairie et des bibliothèques de l'Île-de-France, de l'Aquitaine et de la région Rhône-Alpes, ainsi que de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Ce rapport dresse un portrait chiffré de l'industrie du livre en France. Ce secteur représente, en 2007, un chiffre d'affaires annuel de près de cinq milliards d'euros, comparativement à 1,2 milliard pour le CD et 1,5 milliard pour le DVD. En 2008, 63 700 nouveaux titres ont été publiés en France, avec 487 millions d'exemplaires vendus et un tirage moyen de 8690 exemplaires par titre. Enfin, le nombre de titres disponibles est d'environ 595 000. Le secteur du livre avec toutes ses composantes, édition, diffusion, distribution, commerce de détail et bibliothèques, compte pour plus de 80 000 emplois, soit

environ 0,4 % de la population active de la France, mais plus de 17 % de l'ensemble des emplois du secteur culturel. On estime à 55 000 le nombre des auteurs de livres en France (écrivains, illustrateurs et traducteurs). Les droits d'auteur, entre 6 et 10 % du prix de vente au public, ont atteint, en 2007, 448 millions d'euros. Le chiffre d'affaires des éditeurs s'est élevé à 2,76 milliards d'euros en 2007, et les exportations ont représenté 18 % du chiffre d'affaires des éditeurs français. Les deux grands groupes, Hachette Livre et Editis, totalisent à eux seuls 35 % des ventes de livres.

Le livre de poche représente 20 % de la production en titres et 27 % du nombre d'exemplaires vendus, mais seulement 14 % du chiffre d'affaires total. Une étude montre que 60 % des livres commercialisés en France seraient imprimés à l'étranger. Les grandes librairies et les grandes surfaces spécialisées comptent pour 60 à 75 % du chiffre d'affaires des diffuseurs. France Loisirs, le premier club de vente de livre en France, possède une liste de 3 300 00 foyers abonnés. En ce qui concerne le circuit de vente par Internet (Amazon, FNAC, Alapage, Chapitre), le livre représente actuellement 40 % des ventes des produits culturels. Le nombre total de lieux de vente en France (librairies, grandes surfaces culturelles, hypermarchés, supermarchés et magasins populaires) se situe entre 20 et 25 000. En 2006, 52 % des Français de 15 ans et plus ont acheté au moins un livre, mais 18 % des acheteurs rassemblaient plus de la moitié des volumes achetés, soit 56 %. Le nombre moyen de livres achetés par personne était de 8,5. Le prix moyen d'un livre en 2007, 11,60 euros, se répartissait de la manière suivante : 8 % à l'auteur, 21 % à l'édition, 15 % à la fabrication, 8 % à la diffusion, 12 % à la distribution et 36 % au point de vente.

Les éditeurs français ont longtemps recherché la maîtrise du prix de vente de leurs ouvrages. Cette volonté constante des éditeurs s'est finalement traduite en 1981, après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, par la loi Lang, du nom du ministre de la Culture, Jack Lang, relative au prix du livre qui a permis à l'ensemble du secteur de conquérir un équilibre longtemps recherché. Cette loi, qui fixait un prix unique au livre, s'est imposée grâce de la large opposition à la remise de 20 % accordée par la FNAC sur tous ses livres qui déstabilisait le monde de l'édition et de la librairie.

Après quelques décennies de politique de prix unique, le gouvernement français s'est interrogé sur le bien-fondé et l'utilité de cette loi. Le groupe de réflexion mené par Hervé Gaymard a constaté que la loi du 10 août 1981 fait aujourd'hui l'objet d'une quasi-unanimité auprès de l'ensemble des professionnels du livre.

Cette adhésion n'existait pourtant pas totalement en 1981. Elle s'est imposée au cours des années. Elle garantit l'accès au livre pour les citoyens par le maintien et le développement d'un réseau de diffusion vaste et diversifié. Elle a assuré aussi la restructuration et la vitalité du monde de l'édition. Enfin, elle n'a pas eu d'effets inflationnistes sur le prix des livres.

L'enquête a observé la situation du livre dans 24 pays, dont 11 sont régis par un système de prix libre, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suisse, le Canada, et 13 pays régis par un système de prix fixe, notamment l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas. On y a constaté que le choix du système de prix a une influence directe sur le réseau de diffusion et sur l'offre éditoriale proposée et consommée. Ses conséquences sur l'évolution des prix sont plus contrastées. Il n'a pas en revanche d'impact évident sur le nombre de titres produits, le volume des ventes, le niveau de concentration de l'édition ou encore les pratiques de lecture.

Au terme de ses travaux, le groupe recommande le maintien du taux du seul rabais autorisé en 1981, soit 5 %, le maintien à deux ans du délai autorisant les soldes de livres par les détaillants et le maintien du délai de neuf mois pour la parution d'un livre en club. Il recommande, par contre, de doubler le délai maximal de paiement entre les entreprises, fixé entre 45 et 60 jours, pour le monde du livre. Les tarifs postaux qui ont subi une forte hausse devraient être revus à la baisse pour l'envoi de livres. Il est impératif de soutenir davantage le secteur du livre, car le montant des aides à ce secteur est « infiniment plus faible » que les budgets alloués annuellement aux autres secteurs de la culture, y compris aux autres industries culturelles. On recommande également la prolongation des heures d'ouverture des bibliothèques; d'une moyenne hebdomadaire de 30 heures d'ouverture pour les villes de plus de 30 000 habitants, il faut viser un accès de 50 heures par semaine, six jours sur sept.

Le rapport Gaymard conclut que les objectifs de la loi Lang de 1981 ont été satisfaits et que celle-ci reste pertinente, même à l'ère de l'Internet : « c'est une véritable loi de développement durable, à la fois culturelle, économique et territoriale, dont le bilan est positif ». Cette étude démontre, chiffre à l'appui, que le soutien au livre en France est en bonne santé et qu'il a encore de l'avenir.

MARCEL LAJEUNESSE

EBSI, Université de Montréal